

Les Diligent et les Semaines sociales

Un grand événement va avoir lieu du 21 au 23 novembre 2014 : l'Université catholique de Lille va en effet accueillir les 89^{èmes} Semaines sociales de France sur le thème de « L'homme et les technosciences : le défi ». Denis Vinckier, président des Semaines sociales Nord-Pas-de-Calais en est, avec les équipes régionales et nationales, une des chevilles ouvrières. Il a préparé une exposition, visible durant toute la session, sur le professeur Eugène Duthoit.

Pourquoi cette exposition ? Tout simplement parce que celui-ci, professeur de droit à la Faculté catholique de Lille a été le président des Semaines sociales de France durant 20 années de 1919 à 1939. Or Eugène Duthoit représente précisément le lien, le point de connection entre l'histoire de cette institution et les Diligent. Il est le témoin de mariage et l'ami proche, chaleureux mais aussi critique de Victor Diligent, le sillonniste. Il est le professeur admiré d'André Diligent, l'étudiant un peu espiègle.

Il est donc intéressant, pour mieux connaître cette institution centenaire et pour apprécier tout particulièrement l'attachement du père comme du fils à cette université itinérante de mesurer d'abord la place et l'importance de Lille aux côtés d'autres villes d'accueil de l'hexagone, puis de souligner le lien entre Eugène Duthoit et Victor Diligent et et enfin rappeler l'attachement d'André Diligent à Eugène Duthoit et aux Semaines sociales de France.

1) Lille et les Semaines Sociales de France

Les caractères de cette institution

Il s'agit d'un véritable observatoire de la vie sociale et d'un lieu de réflexion et de proposition parmi les plus anciens de la nation française. Cette « association laïque de recherche et de formation » veut faire connaître la pensée sociale chrétienne et contribuer au débat social. Ces Semaines sociales sont surtout connues par la session annuelle qu'elles organisent courant juillet d'abord puis en novembre, et qui rassemble chaque année plusieurs milliers de participants¹.

Grâce aux communications et aux échanges entre participants, cette institution a contribué à promouvoir et défendre le pluralisme syndical et tout particulièrement la place du syndicalisme d'inspiration chrétienne. Elle a participé à la création d'un « complément familial » en 1919 qui a été accordé aux salariés puis généralisé après-guerre sous la forme des allocations familiales où les Républicains populaires comme Robert Prigent, jociste dunkerquois devenu ministre de la Famille en 1945 ont joué un rôle décisif. En 1920, des mutuelles santé sont créées pour l'accès aux soins à l'issue de communications sur le sujet au cours de la Semaine sociale : en 1929, les premières « assurances sociales » espérées par les « semainiers » sont proposées et deviennent en 1945 le socle de la Sécurité sociale². L'instauration du 1% logement, à l'essai en 1940 dans le Nord puis généralisé après-guerre est l'objet également d'études préalables par les participants aux semaines sociales. De même, la formation permanente ainsi que le droit à la formation tout au long de la vie sont à plusieurs

¹ Voir le site internet, http://fr.wikipedia.org/wiki/Semaines_sociales_de_France.

² Bruno Béthouart, *Le ministère du Travail et de la Sécurité sociale de la Libération au début de la V^e République*, coll. « Pour une histoire du travail », Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, p. 51-132.

reprises au centre des débats et se concrétisent par la loi sur la formation continue de 1971 et la loi sur le Droit Individuel à la Formation en 2004. La demande d'un revenu minimum garanti en 1987 est finalement votée en 1989 sur la forme d'une loi sur le RMI. Les réflexions sur les mesures d'accompagnement d'insertion en 1995 puis en 2000 sont les prémices de l'actuel RSA. Lors de la session de 2001, des réflexions sur la fin de vie aboutissent à des propositions formulées et reprises dans la loi Léonetti.

Ce sont avant tout les hommes qui font les Semaines sociales. Les présidents jouent un rôle décisif pour, avec leur équipe, orienter les sujets, les débats. Les premiers sont successivement, Henri Lorin, issu de la grande bourgeoisie parisienne, polytechnicien, rallié à la République, de 1904 à 1913, Eugène Duthoit, le nordiste, de 1919 à 1939, Charles Flory, né en Haute-Saône, ancien président de l'ACJF, de 1945 à 1960. Alain Barrère, professeur d'économie, connaît les heures de gloire avec la Semaine sociale de Lyon de 1964 où sont rassemblés 5 400 participants et, par la suite, le temps des remises en cause : de 1974 à 1985, année de la fin de son mandat, trois sessions seulement sont programmées. Jean Gélamur, homme des médias chrétiens et notamment de Bayard Presse, en recentrant les rencontres sur Paris, obtient en 10 ans le triplement de l'assistance. Les deux successeurs, le journaliste et essayiste chrétien Jean Boissonnat, et Michel Camdessus, ancien directeur général du Fonds monétaire international qui lui succède en 2001, demeurent attachés à l'ancrage parisien³ de même que Jérôme Vignon actuel président depuis 2007. Ce polytechnicien a dirigé la cellule de prospective de la Commission européenne sous la présidence de Jacques Delors de 1989 à 1998, il a été de 1974 à 1978, président du Mouvement chrétien des cadres et dirigeants et préside depuis l'origine en 2001, les Assises chrétiennes de la mondialisation⁴.

Des implantations contrastées

Au total, de 1904 à 2014, 89 sessions ont lieu dans 31 villes différentes⁵ : celles-ci sont soit de grandes villes comme la capitale, Paris à 16 reprises ; Lyon, 7 fois ; Lille, 6 fois ; Bordeaux, à 4 reprises ; Marseille, 3 fois de même que Strasbourg, alors que Toulouse et Nice les reçoivent 2 fois, soit des villes autour de 100 000h⁶ comme Rennes, Dijon qui accueillent les semaines à trois reprises, Rouen, Metz, Angers, Grenoble, Reims et Nantes à deux reprises, Brest, Amiens, Saint-Étienne, Limoges, Clermont-Ferrand, Mulhouse, Montpellier à une reprise soit enfin des villes plus modestes comme Versailles à trois reprises, Caen, Orléans deux fois, Besançon, Pau, Colmar une seule fois mais dont la population n'est pas nettement inférieure à 50 000 h : les impératifs de la logistique d'accueil et d'hébergement dictent leur loi.

Durant la période d'avant 1914, le Nord Pas-de-Calais n'est pas sollicité de même que l'Est, où, certes, l'Alsace et la Moselle sont incorporées au Reich allemand mais où Nancy et Reims demeurent françaises et où l'ensemble des Alpes n'est pas touché. Durant la période de l'Entre-deux-guerres⁷, le maillage de l'implantation des Semaines sociales prend forme. Lille, qui dispose depuis 1913 d'un évêché, est choisie en 1932. La Bretagne est concernée avec Rennes et Angers. L'Est, revenu dans le giron français, reçoit les congressistes à plusieurs

³ Archives des Semaines sociales de France, brochure de présentation, Paris.

⁴ Voir le site internet, Semaines sociales de France.

⁵ Les études s'appuient sur les comptes rendus des Semaines sociales publiés par les Éditions de la Chronique sociale de France, 7 rue du Plat, Lyon. Voir document n° 1 ; Semaines sociales en France. Les cinq cartes ont été réalisées par Denis Marin, département géographie, Université du Littoral Côte d'Opale.

⁶ Jérôme Dupâquier (dir.) *Histoire de la population française*, Paris, PUF, 1988, t. 4 « De 1914 à nos jours ». Les chiffres de population sont établis sur la base des recensements des années 1950.

⁷ Voir document n° 3 : Semaines sociales Entre-Deux-Guerres.

reprises ; Metz dès 1919, date significative ; Nancy, sa voisine et concurrente en 1927 ; Strasbourg dès 1922 et même Mulhouse en 1931. La ville de Grenoble accueille les Semaines sociales en 1923 et Nice en 1934. À côté de la fidèle Bordeaux, Toulouse est choisie dès 1921. Outre ces nouvelles venues, d'autres villes acceptent de recevoir les congressistes : en Normandie, Rouen à nouveau mais aussi Le Havre et Caen. La capitale ne se met sur les rangs qu'en 1928 seulement tandis que Versailles récidive en 1936.

La période des Trente Glorieuses de 1945 à 1973⁸ correspond à un « âge d'or » de cette manifestation et de la vitalité intellectuelle et culturelle de l'Église de France. Pendant les 28 années, le territoire est complètement quadrillé par le choix des implantations : des villes accueillent à plusieurs reprises les congressistes. Lyon est choisie en 1948, en 1964 et en 1973. D'autres reçoivent à deux reprises les Semaines sociales : Nantes et Rennes sont désormais acquises à cette forme d'apostolat, Strasbourg et Reims représentent l'Est catholique, Lille, sous l'impulsion du cardinal Liénart, prend son tour. À cet arc de cercle du nord de l'hexagone à la base duquel il convient de placer Paris et Versailles s'ajoute un autre du même type dans le sud de la France comportant de l'ouest vers l'est, Bordeaux, Pau, Toulouse, Montpellier, Marseille et Nice. Toute la France, dont la population en 1975 revendique encore à plus de 75 % son appartenance catholique est représentée. Il n'en demeure pas moins quelques zones non concernées : les Charentes avec La Rochelle, Angoulême, le Poitou également. Limoges, un temps présente durant la première période, ne reçoit plus de session. La Picardie se retire également tout comme la partie septentrionale de la Normandie et l'est du bassin parisien. Le sud et surtout le sud-est du Massif central ne sont pas présents. Sur 16 villes universitaires avant 1973, seules Aix-en-Provence et Poitiers ne sont pas concernées.

Les années 1970-1980 correspondent, selon les propos du cardinal Decourtray, à « la plus grave crise jamais rencontrée par l'Église depuis la Révolution » : comme d'autres grandes institutions, elle pâtit de la crise de civilisation générée par les événements de mai 1968. Ceux-ci « avaient conduit les Semaines sociales à expérimenter dans les années 1975-1985 des formes d'action plus limitées »⁹. De fait, après 1977, les sessions connaissent un rythme de fréquence irrégulier¹⁰ ; de trois ans pour la session suivante à quatre ans pour celle qui sépare les retrouvailles de Lille en 1982 à Bordeaux en 1986. Certaines grandes villes accueillent encore les Semaines sociales comme Lille et Bordeaux mais aussi Colmar, plus modeste, en 1980.

C'est alors que Paris prend le relais de 1987 à 2003 sans interruption. La ville dont le cardinal Lustiger est le pasteur de 1981 à 2005 et sa banlieue proche sont choisies, au total, à 16 reprises. Cependant, la capitale n'est choisie pour la première fois qu'en 1928, époque où Jean-Raymond-Laurent est devenu conseiller général de la Seine et conseiller municipal de Paris¹¹. Les Semaines sociales se rassemblent à nouveau à Paris en 1947 et en 1976, puis à Saint-Denis en 1987 et 1989 et à Issy-les-Moulineaux à 9 reprises en 1991 et en 1993, puis chaque année de 1995 à 2002 : la salle de la Mutualité à Paris *intra muros* étant choisie en 1999 et en 2003. Dans les 10 dernières années, la capitale est à nouveau choisie à 6 reprises

⁸ Voir document n° 4 : Semaines sociales durant les Trente Glorieuses.

⁹ Brochure de présentation des Semaines sociales de France, « entre nationalisation et nations, quelle Europe ? » 15-17 novembre 1996, p. 14.

¹⁰ Voir document n° 5 : Semaines sociales après 1977.

¹¹ « Une noble figure de la démocratie chrétienne : Jean Raymond-Laurent » par Alfred Bour, *Carrefour*, 2.04.1969.

et Villepinte en Seine-Saint-Denis. Lyon à deux reprises, en 2008 et 2013 et Lille en 2014 après 2004 sont à nouveau sollicitées.

Une conjonction d'explications

Le soutien de la hiérarchie est un facteur décisif. Eugène Duthoit, à plusieurs reprises, vient obtenir le soutien du pape, notamment en 1912 pour Limoges, en accord avec Mgr Vanneufville, un nordiste¹². Les différents archevêques de Lyon ont adhéré aux cinq projets de Semaines sociales dans leur ville, de même que le cardinal Liénart est proche d'Eugène Duthoit à Lille. Sur les 10 villes les plus fréquentées, sept correspondent à des archevêchés. Bordeaux reçoit les Semaines sociales dès 1909, à la demande de son archevêque, le cardinal Lecot, prélat libéral acquis au ralliement et à l'apostolat populaire, décédé dans les derniers jours de 1908¹³.

Le monopole parisien durant les années 1990 et 2000 peut se justifier par le fait que la capitale est un centre culturel catholique important qui subsiste à la fin du XX^e siècle. Un autre élément relevant des infrastructures de communication explique ce qui ressemble désormais à un quasi-monopole : Paris est au centre d'un réseau dense de TGV et de lignes aériennes qui facilitent l'aller et le retour des congressistes. En effet plus nettement encore que le choix de Saint-Denis, celui du Palais des Arts et des Congrès d'Issy-les-Moulineaux trouve sa cause dans la facilité de son accès ; la proximité de la ligne 12 du métro dont le terminus se trouve à quelques pas, à la mairie d'Issy, ainsi que du RER C d'Issy-la-Ville, permet aux Parisiens et aux Franciliens de retourner aisément chez eux. Durant les présidences de Jean Boissonnat et de Michel Camdessus, le rythme annuel est retrouvé mais désormais « cette université populaire » n'est plus itinérante.

La relance parisienne se consolide par des équipes régionales, à Lille depuis 1995¹⁴ mais aussi à Angers et Rennes, Troyes, Lyon, Pau, Marseille, Toulouse. La formule nouvelle « à double détente » semble séduire puisque l'assistance aux sessions nationales est passée de 500 personnes en 1987 à 1300 en 1993, et même 2500 en 1999. Ce choix est validé par la Conférence épiscopale des évêques de France¹⁵ ; Mgr Louis-Marie Billé, son président, célèbre l'eucharistie le 23 novembre 1997 lors d'une semaine sociale portant sur les migrants et son successeur, Mgr Jean-Pierre Ricard, archevêque de Bordeaux, préside, en novembre 2002, la session consacrée au thème de la violence. Le cardinal Lustiger participe, en novembre 1999, à celle portant sur « l'Évangile, les chrétiens et les enjeux de la société ».

La place de Lille et de Lyon parmi les villes les plus fréquentées n'est pas étonnante : le lyonnais Marius Gonin est le fondateur avec Victor Berne en novembre 1892 de la *Chronique des comités du Sud-Est* devenue *Chronique sociale de France* en 1909 : rayonnant de Dijon à Marseille, cette revue est considérée comme la base originelle des Semaines sociales. Eugène Duthoit qui succède en 1919 à Henri Lorin à la présidence, est le doyen de la Faculté catholique de droit de Lille. Les propositions de Lille, métropole culturelle de l'Europe pour l'année 2004 ont convaincu les organisateurs de choisir la capitale des Flandres

¹² Pascale Boyer-Bastier, *Les Semaines sociales de France 1904-1914*, Thèse d'histoire du Droit, Toulouse, 1997, p. 764-765.

¹³ *Ibidem*, p. 169.

¹⁴ Témoignage d'André Coliche le 25.10.2014 à Roubaix.

¹⁵ Documentation fournie par l'organisation des Semaines sociales de France, 1 rue Bayard, Paris.

pour célébrer le centenaire de l'institution¹⁶ de même que, pour 2014, l'équipe présidée par Denis Vinckier a pris ses responsabilités.

La correspondance entre la localisation des Semaines sociales et l'implantation des œuvres catholiques sociales est assez claire. Le premier secrétariat social est créé à Lyon en 1892. Dans l'agglomération lilloise, les secrétariats sociaux ne se développent qu'au cours des années vingt avec l'abbé Paul Six qui est nommé le 3 mai 1920 par Mgr Charost directeur des œuvres sociales et des secrétariats sociaux du jeune diocèse de Lille. Par la suite des aumôniers missionnaires du travail, les abbés Debussche et Lesage sont respectivement installés à Roubaix et à Tourcoing¹⁷. Les Semaines sociales y viennent pour la première fois en 1932. L'étude comparée des origines géographiques du public des Semaines sociales rejoint ce constat d'une adéquation avec les zones d'implantation du mouvement catholique comme le Nord, le Rhône, la Seine, les Bouches-du-Rhône¹⁸. La moitié des effectifs de l'ACJF est issue de l'Ouest, du Nord-Pas-de-Calais, de Franche-Comté. Dès les premiers temps du Syndicat des employés du commerce et de l'industrie, les lieux d'implantation sont le Nord, la région lyonnaise avec des syndicats notamment féminins animés par Mlles Rochebillard, Poncet et Merceron Vicat et la région stéphanoise qui sont choisies dès 1904 et 1911, ainsi que les villes de Toulouse et Bordeaux où se réunissent les semainiers en 1909¹⁹. En 1919, le rôle des Alsaciens-Lorrains est important dans la création de la CFTC : or Metz accueille les Semaines sociales en 1919 et Strasbourg en 1922.

L'aire de rayonnement des Semaines sociales est à l'image de la large diffusion du catholicisme sur le territoire français : exceptée la région des Charentes et du Poitou, peu de territoires n'ont pas accueilli les élites catholiques sociales dans ces universités ambulantes. Jusqu'aux années 1970, Lyon, Lille et, à un degré moindre, Bordeaux sont les villes les plus prisées par les organisateurs ; les Lyonnais Marius Gonin et Joseph Folliet, le Lillois Eugène Duthoit témoignent ainsi de la qualité des réseaux universitaires et catholiques sociaux de ces centres culturels. La période la plus récente concentre les sessions sur Paris où l'activité culturelle chrétienne est intense. Le soutien de la hiérarchie clairement recherché par les organisateurs, la vitalité du Mouvement catholique et le poids des personnalités sont autant d'éléments qui peuvent expliquer la localisation des sessions de Semaines sociales. À la croisée du XX^e et du XXI^e siècles, un équilibre centre-périphérie est trouvé autour du principe de la réunion annuelle à Paris en lien avec des équipes régionales chargées de la préparation et du suivi. Pour exceptionnel qu'il soit, le choix de Lille pour 2004, année du centenaire, dans la ville désignée métropole culturelle de l'Europe, est emblématique du double souci des racines régionales et de l'inscription dans la dimension européenne de ces Semaines sociales²⁰. Dix ans plus tard, Lille est à nouveau choisie.

2) Duthoit et Victor Diligent

¹⁶ Témoignage de Marie-Louise Lemaigre, le 1.03.2004, confirmé par celui de Jean-Dominique Durand, le 15.10.2004.

¹⁷ André Caudron, *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, t. 4, *Lille Flandres*, Paris, éditions Beauchesne, Centre d'histoire de la région du Nord et de l'Europe du Nord-Ouest, 1990, p.108.

¹⁸ Pascale Boyer-Bastier, *op. cit.*, p. 275-277.

¹⁹ Michel Launay, *Le syndicalisme chrétien en France de 1885 à nos jours*, Paris, Desclée, 1984, p. 21.

²⁰ Font partie du réseau de préparation de cette Semaine sociale le Comité central des catholiques allemands, le Mouvement ouvrier chrétien de Belgique, le groupe polonais d'édition Znak, l'Action catholique autrichienne, les Semaines sociales européennes créées par des chrétiens belges et hollandais, les Semaines sociales italiennes, l'Association catholique de Propagandistas en Espagne. Renseignements extraits de *La Lettre des Semaines sociales de France*, n° 33, janvier 2004, p. 7.

Duthoit [1869-1944] : un démocrate chrétien

Eugène Duthoit, fils de négociant, né à Roubaix le 16 juin 1869, dans une famille de la grande bourgeoisie industrielle, fait ses études au collège de Roubaix où il a comme professeur l'abbé Paul Six. Membre des conférences Saint-Vincent de Paul, il s'inscrit à la Faculté catholique de droit à Lille en 1886 soit onze ans après sa création en 1875 : il a comme maître Vareilles-Sommières et Henri Groussau qui le considère comme « l'idéal de l'étudiant catholique »²¹. Il est fortement marqué par *Rerum Novarum* et après sa thèse de droit devient maître de conférences de droit constitutionnel : il fonde une École des sciences sociales et politiques et devient doyen de la Faculté à partir de 1925. Il a choisi incontestablement la version démocratique du catholicisme social.

Un autre domaine de son action sociale le situe très clairement dans le giron démocrate chrétien. Eugène Duthoit est en effet partisan d'une politique familiale audacieuse. Disciple de Le Play, secrétaire de l'Union de la Paix sociale de Lille, il est amené en 1920 à rédiger à la demande d'André Glorieux le 3 décembre dans un très court laps de temps une déclaration des droits de la famille à l'occasion des « États généraux » de Lille. Victor Diligent a participé à la mise en forme du document. En 9 articles concernant notamment le droit à la fécondité, à la protection, à la propriété, à la transmission du revenu fruit du travail, à la justice distributive, à la représentativité, à la priorité dans le domaine législatif, Eugène Duthoit et son disciple Victor Diligent rassemblent les fondements d'un vœu rappelé en fin de déclaration : « Famille d'abord ! Et le reste viendra par surcroît ». Lue devant 1200 personnes, cette déclaration devient rapidement un texte de référence au-delà des cercles chrétiens.

Lien roubaisien entre Victor Diligent [1881-1931] et Eugène Duthoit

Le père d'André Diligent, Victor, est né le 2 septembre 1881 à Roubaix. Ce fils d'un instituteur lorrain qui a choisi de quitter sa « petite patrie » pour demeurer français, fait de solides études secondaires à Notre-Dame des Victoires à Roubaix où il suit les cours de philosophie de l'abbé Thamiry, favorable à l'essor de la Jeunesse catholique. Il obtient son baccalauréat en 1895 puis entre à la Faculté catholique de droit de Lille et devient un proche, « chouchou » même selon André Diligent, d'Eugène Duthoit. Victor Diligent se proclame « fils spirituel » du doyen de la Faculté catholique de droit et de l'abbé Lemire.

Eugène Duthoit, considéré comme le frère aîné selon Victor Diligent, est resté toujours très proche de ses étudiants, fondant le cercle Montalembert sorte de laboratoire pour les futurs conférenciers mais aussi lieu privilégié d'un contact simple et chaleureux avec son public étudiant, « la famille spirituelle » des étudiants catholiques sociaux dont il est « le centre ». Quand la menace d'une sanction, d'une réprobation plane sur l'activité de ses amis, Eugène Duthoit sait accepter les remontrances, les conseils et prend soin de retrouver la confiance un instant ébranlée.

Membre de la Conférence Jeanne d'Arc à la « Catho », Victor Diligent se situe à la gauche du « Parlement Freppel », lieu d'échanges au sein de l'université catholique entre jeunes étudiants : il s'affiche républicain et hostile à un « parti catholique ». Victor Diligent se détourne des options traditionnelles et monarchistes de son père et s'oriente vers le ralliement à la République. Jeune étudiant, à l'initiative de l'abbé Podvin, il se dévoue à l'œuvre d'éducation en tant que secrétaire général de l'Institut populaire de l'Épeule, quartier ouvrier

²¹ André Caudron, *op. cit.* p. 216-219.

de Roubaix. Fondé en 1903, cet organisme bénéficie du concours d'Eugène Duthoit, et lance une série d'initiatives : mutualité, cours sociaux, conférences contradictoires, société des jardins ouvriers qui est présidée par Victor Diligent en 1906.

La question du Sillon : une épreuve dans leurs relations

Victor Diligent, devenu, en 1898 secrétaire de rédaction d'une revue mensuelle régionale de la Jeunesse catholique, *À la Voile*, l'orienta aussitôt vers le Sillon. Après avoir fait connaissance de Marc Sangnier lors d'un pèlerinage à Rome, il est l'un des fondateurs du Sillon du Nord en 1904. Celui-ci devient « le plus vigoureux des Sillons de province »²². Il bénéficie du soutien de l'abbé Six qui, dans un courrier en date du 26 décembre 1904, le félicite « pour son acte de courage » ; « Á la bonne heure ! Vous faites ce que nous autres prêtres n'avons pas le courage ou la possibilité de faire ! Soyez-en remercié et félicité ! »²³.

Eugène Duthoit est en relation étroite avec le Sillon du Nord dont les animateurs sont Victor Diligent son disciple et Jacques Fonlupt-Esperaber. Natif de Mulhouse, ayant fait ses études à Lille, secrétaire général du cercle de droit public, celui-ci devient un disciple et son ami. Mais l'attitude d'Eugène Duthoit lors du conflit qui oppose Mgr Delamaire, évêque coadjuteur de Cambrai, au Sillon de Marc Sangnier est significative de son attitude modérée. Victor Diligent fait venir Marc Sangnier lors de la Semaine sociale d'Amiens du 4 au 11 août 1907. Accueilli avec ferveur, il prononce à la demande d'Eugène Duthoit un toast lors du banquet officiel et « salue l'aurore des temps nouveaux dans lesquels on verrait cesser le trop long malentendu qui sépare le peuple du clergé »²⁴. Eugène Duthoit s'inquiète auprès de Victor Diligent dans une lettre du 16 août 1907 de l'opinion de Marc Sangnier. Celui-ci considère, selon Eugène Duthoit, que « le péril de l'heure présente est celui du cléricalisme, c'est-à-dire de la tendance des évêques à se poser comme chefs civils des catholiques ». Selon le fondateur du Sillon, « la France n'est pas antichrétienne, elle est anticléricale ». Devant ce refus de la soumission, Eugène Duthoit constate un peu amer : « les Sillonistes ne paraissent pas s'engager dans la bonne voie [...] Je crains que cette attitude ne leur porte préjudice ». Il lance un appel à Victor Diligent : il l'invite à se séparer du Sillon de Marc Sangnier. « Songez à votre responsabilité devant Dieu et devant l'âme de vos frères. Il est temps encore, reprenez le labeur social, le travail démocratique dans lequel vous et vos frères avaient fait tant de bien et ne vous jetez plus dans des campagnes anticléricales où Marc Sangnier voudrait vous entraîner et qui sont, croyez le bien, sans issue ». Dans un autre courrier en date du 21 octobre 1908, il se confie à nouveau à Victor Diligent : « Je sens trop profondément combien en ce moment la politique militante affaiblit ceux qui la font pour ne pas regretter profondément de voir les énergies sillonnistes s'engager dans une voie où elles ne peuvent que se détourner de leur véritable fin ».

Lorsque le mouvement de Marc Sangnier fait l'objet d'une condamnation de Pie X le 25 août 1910 dans *Notre charge apostolique*, Victor Diligent obtient de l'ensemble du Sillon du Nord « une soumission totale » sans pour autant abandonner Marc Sangnier qu'il vient soutenir lors de sa campagne électorale en 1909 puis en 1910 de même que l'abbé Lemire. Mais « le Sillon disparu, il restait les Sillonistes » comme le rappelle Étienne Borne dans *De Marc Sangnier à Marc Coquelin*²⁵.

²² Jeanine Caron, *Le Sillon et la démocratie chrétienne, 1894-1910*. Paris, Plon, 1966, 799 p.

²³ Archives du fonds André Diligent fournies par Denis Vinckier.

²⁴ Archives d'André Diligent, *À la Voile* juillet 1907.

²⁵ Jacques Parini, « Marc Sangnier ou le défi victorieux » dans *Le M.R.P. vous parle*, n° 69, avril-mai-juin 1996, p. 12.

Le mariage de Victor Diligent : un renforcement des liens

Le mariage avec Adrienne Rossel a lieu à Roubaix en janvier 1910, en présence de deux témoins prestigieux aux yeux de ce petit monde démocrate chrétien. En effet, Marc Sangnier, en personne, tient à s'associer à cette réjouissance tant il veut ainsi montrer la considération et l'affection qu'il a pour le fondateur du Sillon du Nord. Marc Sangnier est donc présent bien qu'une erreur de parcours le fasse arriver en retard à la cérémonie. L'autre témoin, aussi prestigieux dans les cercles intellectuels catholiques, n'est autre qu'Eugène Duthoit. Celui-ci bénéficie de la compréhension du futur beau-frère de Victor Diligent d'abord pressenti pour être témoin comme le confirme un courrier daté du 26 janvier 1910²⁶ :

Bien cher ami,

Je suis bien touché de la délicate bonté avec laquelle votre beau-frère a bien voulu s'effacer devant moi et me faciliter l'accomplissement d'un acte qui me tenait très à cœur. Vous voulez bien me dire que quelque chose aurait manqué à votre bonheur si je n'avais été devant les hommes aussi bien que devant Dieu votre témoin. Soyez sûr que cette abstention n'aurait pas été moins pénible pour moi. [...] Je devrai avouer devant l'officier d'état-civil que j'ai quarante printemps. Vous êtes loin, mon cher Victor, de ce tournant de la vie et je vous en félicite ! L'intervalle qui vous en sépare sera rempli, Dieu merci, par beaucoup de bien que vous réaliserez, par beaucoup de bonheur dans ce jeune foyer que vous allez construire. Veuillez être près de vos parents, vos beaux-parents, de votre chère fiancée, l'interprète de mes hommages les plus sympathiques. Je serai rue d'Isly, vendredi vers 11h ¼. Je vous embrasse mon cher Victor avec toute l'ardeur d'une amitié bien fidèle. E Duthoit

La presse signale²⁷ qu'outre les témoins Eugène Duthoit, professeur de droit à la Faculté catholique de Lille, chevalier de Saint Grégoire le Grand, et Marc Sangnier, président du Sillon, également chevalier de Saint Grégoire le Grand, « la bénédiction nuptiale a été donnée par l'abbé Podvin, curé de Lesquin, ancien directeur de l'Institut populaire de Roubaix qui a prononcé une éloquente allocution ». Dans l'assistance très nombreuse de parents et amis qui se pressent dans l'église, sont remarqués les abbés Bataille, doyen de Notre-Dame et Bayart curé de Saint-Joseph, à Roubaix, les RP Pascal et Villermet, les abbés Six, curé d'Hellemmes, Gavelle curé de Notre-Dame de Lourdes et Desmet professeur de philosophie au collège de Tourcoing, Macarez, directeur de l'Institut populaire de l'Épeule, Tiberghien professeur à la Faculté catholique de Lille. Au cours de la cérémonie, M. René Defives de Lille a interprété successivement « Prière matinale » d'Henri Colas, « *O Salutaris* » de Godefroy, et « *Sancta Maria* » de Fauré ; une jeune virtuose du violon l'a accompagné dans une « aria » de Bach, puis dans le « prélude du déluge » de Saint-Saëns.

Le professeur de droit de la Faculté de Lille, et président des Semaines sociales devient, par la suite, parrain de l'un des sept enfants du jeune couple.

L'attachement commun à Henri Lorin, premier président des Semaines sociales

Henri Lorin [1857-1914] est issu de la grande bourgeoisie parisienne catholique et monarchique. Dès sa sortie de l'École polytechnique, il s'implique dans « l'Œuvre des Cercles » fondée par de Mun. Autour de 1890, sa maison, située au 186, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris, sert de lieu de rencontre aux catholiques sociaux. Il est reçu en audience privée par Léon XIII, et participe à l'Union de Fribourg réunie autour de M^{gr} Mermillod, dont les travaux sont repris et confirmés dans l'encyclique *Rerum Novarum*. Le 7 mai 1901, il crée et préside « l'Union d'étude des catholiques sociaux ». Cet engagement social prononcé

²⁶ Archives du fonds André Diligent fournies par Denis Vinckier.

²⁷ *Idem*.

explique qu'en 1904, le journaliste lyonnais Marius Gonin et le professeur de droit lillois Adéodat Boissard décident d'offrir la présidence des Semaines sociales de France qu'ils viennent de créer à Henri Lorin.

Dès la première session qui se déroule à Lyon en 1904, Eugène Duthoit est présent : il devient membre de la « commission générale ». En 1911, il donne un cours sur « l'injustice usuraire vis-à-vis du droit moderne » et un autre sur « Syndicats ou associations en quête du statut syndical ». Il encourage et soutient, dans le cadre de ces sessions des projets de législation sociale en faveur des salariés. Le domaine scolaire est ainsi intégré à la question sociale grâce notamment au projet de RPS [Répartition proportionnelle scolaire] présenté dans une brochure de l'Action Populaire en 1912 : celle-ci est aussi défendue en Hollande, Belgique, Royaume Uni.

Eugène Duthoit mais également son « fils spirituel » deviennent proches d'Henri Lorin comme l'atteste un courrier en date du 21 octobre 1908 ²⁸:

J'ai fait lire votre lettre à notre excellent ami Lorin qui a dû vous répondre. Les raisons qu'il vous a exposées sont celles qui me mettent moi-même dans l'impossibilité de donner à votre projet [de journal] l'appui que notre amitié attendait. Comme vous l'a dit Lorin, il nous coûte beaucoup de vous dire ces choses parce que notre peu d'inclination pour votre projet de journal s'allie dans nos cœurs à une sympathie, ou plutôt car le mot est trop faible, à une amitié fidèle pour vos personnes. Pour vous très spécialement, mon cher Victor, j'entretiens, vous le savez, dans le meilleur de mon cœur un culte déjà ancien et toujours plus ardent, fait d'estime, d'attachement et d'une communauté de vues sur une foule d'importantes questions. Aussi voudrais-je le plus tôt possible m'expliquer avec vous de vive voix et j'espère que vous ne me ferez pas désirer trop longtemps la joie, dès à présent escomptée, d'une visite. Veuillez me croire en attendant tout à vous de cœur. E Duthoit .

Ce courrier démontre l'identité de vue des deux « anciens », Henri Lorin et Eugène Duthoit, sur les réticences à soutenir le projet d'un journal d'esprit sillonniste proposé par Victor Diligent. Il confirme cependant clairement l'estime réciproque que veulent entretenir ces deux présidents successifs des Semaines sociales avec Victor Diligent.

En octobre 1914, un mois après la déclaration de guerre, Henri Lorin se trouve à Bordeaux où le gouvernement français s'est établi. Sur demande du ministre des Affaires Étrangères, Théophile Delcassé, il accepte de se rendre à Rome auprès de Benoît XV, pape qui vient d'être élu en remplacement de Pie X, avec pour mission de faire entendre une voix française dans un contexte de nette dégradation des relations diplomatiques franco-vaticanes depuis les lois scolaires et de Séparation. Victime d'un malaise cardiaque au retour de sa mission, Henri Lorin meurt à Paris le 9 novembre 1914 à l'âge de 57 ans. Plusieurs correspondances prouvent l'attachement des deux nordistes au président des Semaines sociales de France.

Dans une lettre non datée de la fin de 1914, Eugène Duthoit, encore sous le choc de l'annonce du décès d'Henri Lorin, se confie à Victor Diligent :

Quel vide mon bien cher ami, et je ne puis me faire à l'idée de ne plus entendre cette cette voix évocatrice de vérité, de bonté, de foi ardente et d'action généreuse ! Quelle perte irréparable pour nous tous ! Quelle perte pour l'Église dont il était le fils dans la plénitude du terme !

Un autre courrier du 19 novembre 1916 toujours au même destinataire laisse percer sa tristesse devant cette disparition prématurée en même temps que son espérance chrétienne :

²⁸ *Idem.*

C'est une délicate pensée que vous avez eu de m'envoyer ces pages sur Henri Lorin, écrites au lendemain de la mort de notre grand ami. Deux ans déjà ! Comme les morts vont vite, c'est le cas de le redire ! Mais le temps qui passe ne fait que resserrer l'union de nos âmes avec celui que nous pleurons car les faits qui se sont déroulés ont donné une si éclatante confirmation à toutes ses pensées [...] Vous, mon cher ami, avec les dons de pénétration, de clarté que Dieu vous a départi et surtout avec ce sens du divin, vraie lumière de votre vie intérieure, vous êtes qualifiées, plus que quiconque pour cette œuvre de rayonnement. Fiat ! Fiat !

Ce texte annonce non seulement la volonté de ne pas laisser l'héritage d'Henri Lorin s'effondrer mais aussi cherche à susciter l'implication de Victor Diligent à cette œuvre de diffusion de la doctrine sociale de l'Église.

La Grande Guerre qui renforce les liens entre E. Duthoit et V. Diligent

Répondant à l'appel des drapeaux, Victor Diligent est incorporé dans l'infanterie en tant que sergent. Victime de l'une des premières balles allemandes comme Charles Péguy, il n'est blessé dès septembre 1914 à Villeneuve-les-Charleville ; il reçoit pour son acte de bravoure la croix de guerre. Comme le précise son fils André Diligent, il a été sauvé par « un gros bouquin du manuel du gradé », en effet « c'est ce manuel qui l'a sauvé parce qu'il a été transpercé par la balle allemande » et le fils rappelle que son père a toujours gardé cette balle sur son bureau. Par la suite, Victor Diligent n'est plus dans une unité combattante, mais en unité gestionnaire d'hôpital en Bretagne en 1916/1917 à Pontivy où sa famille le rejoint ²⁹.

Les archives nous livrent plusieurs correspondances chaleureuses entre le président des Semaines sociales de France et le combattant médaillé. Dans un courrier d'avant novembre 1914, Eugène Duthoit l'interroge sur sa blessure :

C'est par notre cher et regretté Henri Lorin que j'ai appris dès octobre votre blessure. À ce moment je voulais vous écrire mais je ne savais pas ni l'adresse de votre hôpital d'évacuation ni le numéro de votre régiment. La lettre de Lorin fut, je pense, l'avant-dernière qu'il m'écrivit [...] Du Nord, je n'ai comme vous que des nouvelles incomplètes et fugitives [...] Je me réjouis de savoir près de vous votre chère femme et vos enfants. Donnez-moi, je vous en prie, le plus souvent possible de vos nouvelles et des vôtres. Cette guerre nous unira davantage encore et la paix nous permettra au jour marqué par Dieu d'associer plus que jamais nos bonnes volontés et nos efforts pour le bon travail de reconstruction. Je vous embrasse avec toute la tendresse d'un cœur qui vous est absolument dévoué. Amitiés à Félix.

Dans une correspondance avec Victor Diligent adressée de Coulogne près de Calais le 18 janvier 1915, Eugène Duthoit reconnaît dans le conflit une épreuve « salutaire » d'où sortira un monde meilleur, qui va permettre à beaucoup « de voir le catholicisme à ses fruits » et, grâce à la prière, de reprendre un « contact même fugitif avec Dieu »³⁰.

Un autre envoi postal d'Eugène Duthoit parvient à Victor Diligent en août 1915 :

Pour ma part, après un séjour de deux mois dans la Somme, j'ai repris mon ancien secteur de l'an dernier. On nous fait prendre maintenant les premières lignes tout comme l'active mais le milieu est relativement calme et j'aurais tort de me plaindre. Si jamais vous étiez versé dans l'infanterie territoriale, pourquoi ne viendriez-vous au 7^{ème} ? Quel beau rêve de finir la campagne avec vous ? Je souhaite pourtant que vous ne quittiez pas le service de santé ! Donnez-moi souvent de vos nouvelles. Je vous embrasse bien affectueusement. »

²⁹ Interview d'André Diligent le 27.12.2000.

³⁰ Jean-Marc Guislin, « L'engagement politique de Victor Diligent » à paraître dans la 2^{ème} journée d'études « Victor et André Diligent : parcours croisés », 1^{er} février 2013. DIL1 FAM2 S03.

Eugène Duthoit qui a le grade de capitaine est alors à la tête de la 3^{ème} compagnie du 7^{ème} régiment territorial d'infanterie jusqu'à la fin de 1917 où il quitte son unité parce qu'il est chargé d'aller convaincre les Canadiens de s'engager dans le combat aux côtés des Français. Ensemble, ils vénèrent la personne et la pensée d'Henri Lorin qui était convaincu « que la séparation du régime économique d'avec toute notion chrétienne de la vie humaine conduirait le monde à une catastrophe »³¹. Les fruits de la réflexion de Victor Diligent mêlant aspiration religieuse et meilleure compréhension entre les hommes vont se déployer dans les colonnes de *L'Âme française*³². Fondée à Blois le 13 janvier 1917 par le silloniste Marcel Rivière aidé de Raymond Laurent et d'Ernest Pezet, cette revue devient un point de rencontre pour les catholiques sociaux des semaines sociales et des démocrates chrétiens proches de Marc Sangnier entre 1917 et 1924³³.

Eugène Duthoit, de retour de sa mission de propagande au Canada et alors qu'il se repose en Italie, apprend le succès de Victor Diligent qui a reçu son deuxième prix d'éloquence de l'Académie française pour son discours sur *l'Armée* en 1919. Dans un courrier écrit de Neuilly-sur-Seine, le 31 juillet 1919, il lui témoigne sa joie et sa fierté à l'annonce de cette bonne nouvelle :

C'est sur les chemins d'Italie que je parcourai il n'y a pas huit jours que m'est parvenue la nouvelle toute lumineuse et joyeuse de votre nouveau triomphe. Que j'en ai été heureux ! Cette affirmation par les meilleurs juges de votre maîtrise dans l'art de bien dire, et surtout dans le devoir de bien penser, a trouvé un écho dans le cœur de tous vos amis. J'en ai été remué, cher ami, jusque dans les fibres les plus sensibles et je vous envoie l'expression ardente et fidèle de ma joie, de ma fierté, de ma reconnaissance envers celui qui est Esprit et Vie et en qui vous avez trouvé la pensée claire, l'inspiration vive, la ferveur qui a su animer votre discours. Bien souvent, depuis mon retour d'Amérique, j'aurais voulu vous donner, de vive voix ou par écrit, quelques impressions de ce long voyage qui ne m'a laissé qu'un seul regret, celui de ne pas vous avoir comme collaborateur, comme compagnon au sens plein de ce beau mot [...] Quand nous reverrons-nous, mon cher ami, car c'est de vive voix qu'il ferait si bon d'échanger nos impressions et nos espérances ! [...] Je voudrais que Pornichet fût plus rapproché de Pontivy et que nous puissions nous voir [...] Au revoir bien cher ami et je reste très uni de cœur dans la joie de votre triomphe et l'espérance de notre revoir. Votre fidèle E Duthoit .

Ce courrier chaleureux évoque les indéniables qualités oratoires de Victor Diligent qui sont décrites par plusieurs témoins ou experts en la matière. Robert Cornilleau tout d'abord : il parle d'une « voix grave et caressante » modelant « dans une forme admirable les raisonnements qui s'enchaînaient à la manière classique », puis par « le feu d'une conviction interne, claire et puissante », l'assistance « avait l'impression d'un envol »³⁴. Le témoignage du fils conforte cette démonstration du talent oratoire : il évoque « un sens de la répartie », « une facilité exceptionnelle » faisant croire à une improvisation alors que « c'était le fruit d'une méditation » s'appuyant sur quelques notes griffonnées sur « un bout de carton avec 4 à 5 lignes pour ne pas perdre un chapitre ». La même remarque sur les facultés exceptionnelles d'expression orale de Victor Diligent est faite par sa fille Anne-Marie Diligent³⁵ : elle rappelle que, lors des obsèques de son père, le bâtonnier a utilisé cette éloquente formule : « le barreau a perdu son violoncelle ». Ce talent oratoire a déjà été récompensé par l'Académie française pour son discours en 1914 sur *Montcalm* où il reçoit le prix d'éloquence. Victor Diligent est également lauréat du concours Michelin sur la *Natalité* en 1923³⁶.

³¹ Archives du fonds André Diligent fournies par Denis Vinckier.

³² André Caudron, *op. cit.*, p. 199. Bruno Béthouart, *Jules Catoire*, Artois Presse Université, 1996, p. 55-57.

³³ Archives de Jules Catoire, Saint-Nicolas-les-Arras.

³⁴ Robert Cornilleau, « le premier qui tombe », *Le Démocrate du Nord*, 26 juillet 1931.

³⁵ <http://lesamisdandrediligent.hautetfort.com/archive/2013/02/26/quand-anne-marie-diligent-parle-de-son-pere-victor-diligent.html>, video du 17 février 2013.

³⁶ André Caudron, *op. cit.*, p. 198-199.

Victor Diligent sollicité pour intervenir lors des Semaines sociales de France

Eugène Duthoit a déjà joué un rôle important dans les années précédant la Grande Guerre. En effet, les Semaines Sociales d'alors ne font pas toujours l'unanimité auprès des évêques et du Saint-Siège. Celui-ci, à plusieurs reprises, demande des explications et fait des remontrances au sujet de certaines communications. C'est ainsi qu'en 1913, le recteur des Facultés catholiques de Lille, Mgr Margerin, lui transmet un mémoire du cardinal Merry del Val, secrétaire d'État de Pie X, évoquant « les erreurs » des Semaines sociales. Eugène Duthoit envoie une lettre de soumission accompagnée d'une déclaration publique des responsables pour démontrer la fidélité des semainiers à la doctrine catholique romaine. À partir de 1919, Eugène Duthoit, nouvellement élu à la présidence et fort du soutien désormais acquis du pape, peut développer et renforcer l'influence de cette association. Avec l'abbé Liénart, professeur au grand séminaire de Lille, qui assiste à plusieurs sessions nationales, il se sent en étroite communion de pensée. Devenu évêque en 1928, le futur cardinal soutient les grévistes d'Halluin et fait publier en 1929 la lettre de la Sacrée congrégation du Concile tenue au secret par Mgr Quilliet, son prédécesseur. En tant que président de cette université itinérante de 1919 à 1939, il prononce chaque année le discours inaugural sur des thèmes variés comme « la crise d'autorité. Les symptômes » en 1925, « La Famille, donnée essentielle du problème de la femme » en 1927, « Du heurt à l'échange pacifique entre civilisations » en 1938.

Victor Diligent, dès 1920, de retour de Pontivy en Bretagne avec son épouse, ses deux enfants, Pierre et Marie-Thérèse et des neveux, reprend ses activités professionnelles. Conférencier de la FNC à partir de 1924, du secrétariat social de Roubaix, il est chargé de cours à l'École des sciences sociales et politiques de Lille. Sa spécialité a trait aux questions sociales. Son doctorat de droit qu'il a soutenu en 1908 porte en effet sur *Les orientations syndicales* et lui vaut le prix Fabien de l'Académie française. Il est sollicité et accepte, lors de la fondation du syndicat libre des travailleurs de Roubaix-Tourcoing en 1919, de rédiger les statuts. Dès la fin du conflit mondial, Eugène Duthoit lui propose de participer aux Semaines sociales de France. Il est présent à Metz en 1919 où le thème s'intitule « Principes et action du catholicisme social », à Caen en 1920 sur « La crise de la production et la sociologie économique », à Lyon en 1925 où, dans le cadre du thème portant sur « La crise de l'autorité », son nom est attaché dans les actes à « une leçon documentaire sur les publications contraires aux bonnes mœurs », et enfin à Marseille en 1930 dont le thème porte sur « Le problème social aux colonies »³⁷. Dans un toast prononcé à la Semaine sociale de 1925 à Lyon, il explique, sous une forme originale, l'importance de la prise de conscience de la question sociale dans certains milieux catholiques plutôt réticents³⁸. De manière très pédagogique, il fait état d'une conversation avec « un excellent bourgeois » inquiet voire désarmé devant la menace d'une révolution sociale. Il propose à son interlocuteur d'aller se rendre compte de l'état du logement ouvrier puis des conditions déplorables de vie des vieux travailleurs à proximité de son domicile dans des quartiers défavorisés. Le spectacle de cette misère lui ouvre totalement l'esprit sur cette « situation d'infortune et de misère imméritée » dénoncée par Léon XIII dans *Rerum Novarum* dès 1891. Désormais mieux au fait de la réalité de ces quartiers pauvres, l'interlocuteur se voit ainsi apostrophé par Victor Diligent : « Cher monsieur, vous découvrez un peu l'Amérique, c'est-à-dire, en l'espèce, les questions sociales. Vous avez commencé, continuez ». Et Victor Diligent de conclure son intervention ainsi :

³⁷ André Caudron, *ibidem*.

³⁸ Joseph Crombé (ed.), *Victor Diligent, Discours et extraits*, Lille, 1932.

« Nous serions très heureux, pour notre compte, si ces quelques pages aidaient d'autres hommes de bonne volonté à faire la même découverte ».

Victor Diligent ne cesse de revendiquer l'importance de la connaissance de la doctrine sociale de l'Église qu'il défend à temps et contretemps. Dans un courrier du 10 mai 1927 au *Journal de Roubaix*, il mentionne un article relatif à une conférence qu'il vient de donner au cercle Léon XIII d'Halluin dans le local des syndicats libres. Comme le rédacteur estime qu'il a « exposé le programme de la Jeune République », Victor Diligent conteste courtoisement mais fermement cette assertion :

Votre rédacteur a commis une confusion que je suis obligé de vous de demander de bien vouloir rectifier. Parlant dans une réunion qui n'était pas et ne pouvait pas être politique, j'ai précisé, au contraire, que je ne voulais prononcer que des paroles que tous les catholiques, quelles que fussent, par ailleurs, leurs opinions politiques personnelles, pussent admettre unanimement. Je me suis efforcé de montrer comment l'Église avait travaillé magnifiquement pour la justice sociale de même que pour la paix internationale en donnant aux hommes non seulement une doctrine solide mais encore d'indispensables forces morales. J'ai rappelé les enseignements de l'encyclique *Rerum Novarum* de même que les exhortations de Benoît XV et de Pie XI pour la paix. J'ai terminé en félicitant nos amis d'avoir eu le courage de proclamer bien haut leurs convictions religieuses. Ce que l'on nous reproche d'ailleurs, ai-je dit, le plus souvent, même dans les milieux éloignés de notre foi, ce n'est pas d'être trop chrétiens, mais de ne pas l'être assez. Comme vous le voyez, ce discours n'avait rien d'un discours politique. Ce m'est toujours d'ailleurs une joie profonde que de prononcer dans une réunion catholique les paroles qui expriment les idées et les sentiments qui sont notre patrimoine commun. Je vous prie d'agréer, Monsieur le Rédacteur, avec tous mes remerciements, l'expression de mes sentiments les meilleurs³⁹.

En guise de conclusion sur l'attachement d'Eugène Duthoit, président des Semaines sociales à Victor Diligent, il n'est que de rappeler que, lors de la session des Semaines sociales de France à Lille en juillet 1932, le président a indiqué dans le programme officiel que, le dimanche 25, est prévue « l'inauguration du monument élevé à la mémoire de Victor Diligent au cimetière de Roubaix ».

3) Duthoit et André Diligent [1919-2002]

Un maître qu'il aime taquiner

André Diligent assume l'héritage paternel. Il choisit le droit « parce que mon père a été avocat, passionné par la robe au sens juridique du terme »⁴⁰. En 1937-1938, il entre aux Facultés catholiques de Lille où il suit les cours de Louis Blanckaert, du père Delos. Déjà en contact avec le professeur Eugène Duthoit, le témoin de mariage de son père, il apprécie celui qu'il surnomme « Gégène » tout en ajoutant qu'« il était un peu d'une autre époque » mais le considère cependant comme « un homme très bien, très clair ». Celui-ci fréquente régulièrement la maison familiale de même que Léon Harmel, une figure de l'action sociale dans l'entreprise. Dans son ouvrage qui fait office de testament, *La charrue et l'étoile*⁴¹, où il retrace l'aventure du catholicisme social dans un dialogue imaginaire avec sa nièce Béatrice, André Diligent évoque avec malice cette figure d'Eugène Duthoit : « Il était d'une politesse exquise, d'une distinction rare, d'une très grande clarté d'esprit et d'une délicatesse de cœur qui ne se démentit jamais.[...] Ses étudiants avaient pour lui une affection à la fois respectueuse et familière. [...] Nous savions qu'il était toujours disponible, prêt à aider tous

³⁹ Archives du fonds André Diligent fournies par Denis Vinckier.

⁴⁰ Interview d'André Diligent le 27.12.2000.

⁴¹ André Diligent, *La charrue et l'étoile*, Strasbourg, éditions Coprur, 2000, 209 p.

ceux qui se trouvaient dans l’embarras : il nous recevait d’ailleurs régulièrement par petits groupes à sa table familiale ». Une certaine complicité s’est installée entre le maître et ses étudiants à propos de son épouse prénommée Laure et réputée pour son autorité au sein du foyer familial. Dans le programme universitaire annuel, un cours est consacré à la situation monétaire mondiale : le doyen, imperturbable, prononce « des constats définitifs comme ‘l’or, objet universel de toutes les convoitises’, ‘l’or se réfugie dans les caves de la Banque de France’ ». L’étudiant Diligent finit par se demander si « M. Duthoit ne prenait pas là sa revanche de l’année, en laissant taquiner sa femme par étudiants interposés »⁴².

Pour André Diligent : Eugène Duthoit est l’homme des semaines sociales

Il estime en effet que son nom est « surtout attaché à celui des Semaines Sociales ». Il poursuit : « On a trop longtemps oublié ce que furent les Semaines sociales disparues pratiquement il y a trente ans mais qui sont en pleine renaissance ». Pour tenter de la définir, il commence par « ce qu’elles ne furent pas : une école proprement dite – car il y règne toujours une grande liberté d’expression ». Il souligne que cette université itinérante est un « lieu de concertation et de rencontres, de ceux qui, se réclamant du catholicisme social, entendent réfléchir sur les grands bouleversements qui marquent cette époque ». Il rappelle à sa nièce Béatrice que « le lien commun des « Semainiers », comme ils s’appellent entre eux, est d’abord l’approfondissement de *Rerum Novarum* dont je t’ai déjà parlé ». André Diligent, de manière très pédagogique revient alors sur ce que représente cette source fondamentale de la doctrine sociale de l’Église :

La célèbre encyclique est particulièrement commentée et approfondie, là où elle insiste sur les effets néfastes d’un libéralisme trop souvent incontrôlable. Elle définit également dans quelle mesure est souhaitable et acceptable l’intervention de l’État dans le domaine économique et social. Son enseignement sera d’ailleurs repris et complété en 1931 par l’encyclique *Quadragesimo Anno*. Tu le sais, le pape y met l’accent sur la situation des travailleurs livrés sans défense à un système de concurrence effrénée. En réalité, ce n’est pas le système lui-même qui est condamné, mais ses abus et ses dérives.

Décidément, comme tu le vois, nous n’avons rien découvert ! Au-delà des générations, on retrouve le fil conducteur de la même doctrine sociale et ses grands principes : l’économie ne peut être soumise à la seule règle du « laisser faire, laisser passer ». La régulation doit être assurée par l’action législative de l’État, pour garantir un « juste salaire ». La célèbre formule de Lacordaire n’aura cessé de s’imposer à l’esprit : « Entre le riche et le pauvre... c’est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit ». Encore faut-il, pour éviter l’étatisme, conforter les corps intermédiaires, comme les associations, les syndicats, les mutuelles, les familles etc.

Il n’est pas de grands thèmes sur lesquels les Semaines Sociales ne se soient exprimés : la paix, le développement, la démocratie, la justice, la famille, le travail, l’économie, les institutions, la patrie, la nation... Elle fournit ainsi, à ceux qui cherchent à vivre selon leurs convictions spirituelles, une synthèse tant des faits que des exigences concrètes qui y sont liées.

Ainsi les Semaines Sociales ont toujours visé haut. Elles sont, en quelque sorte, l’institut supérieur de recherche du catholicisme social. On y retrouve de grands noms de la pensée philosophique moderne comme Blondel, Maritain, Chevalier, Ricœur ou Gilson ; des théologiens comme les pères Congar, de Lubac, Valensin et Chenu ; des intellectuels, des historiens, des économistes, des sociologues se joignent à eux, comme Jean Lacroix, Pierre-Henri Simon, François Perroux...⁴³

Selon André Diligent, les Semaines sociales sont « informatrices, exictrices de foi, d’énergie et d’enthousiasme, elles ont éveillé des vocations sociales ». Il revient sur la place et le rôle crucial d’Eugène Duthoit qui, lors de 20 leçons inaugurales prononcées entre 1919 et 1939, fait pénétrer les participants « dans ce dédale des questions sociales » mais qui a réussi

⁴² André Diligent, *ibidem*, p. 92-93.

⁴³ *Ibidem*, p. 95-96.

lors d'une synthèse en 1942 préfacée par le cardinal Gerlier ⁴⁴ « en laissant de côté la chronologie, à mettre en relief dans une vigoureuse synthèse les thèses principales qui sous-tendaient tous les débats ».

André Diligent est présent à certaines sessions

Sans entrer dans le détail de son agenda personnel, il est significatif de constater que les archives d'André Diligent attestent de sa présence aux Semaines sociales de France.

Il est ainsi conservé une inscription à la journée régionale du 16 novembre 1997 sur la mondialisation. À l'issue du Forum social du 15 mars 1997 organisée par l'équipe régionale des Semaines sociales, faisant suite à la session de novembre 1996 sur « Entre mondialisation et nations : quelle Europe ? », un article de Jean-Claude Piau est titré « Lille : forum sur la mondialisation » avec comme sous-titre : « on y préfère le modèle de sœur Emmanuelle à celui des spéculateurs sans frontières » : c'est du Diligent dans le texte ! Il y est également fait mention de l'association Les amis Nord-Pas-de-Calais des SSF dont l'activité se poursuit sous l'impulsion de personnalités comme le professeur Samaille, Jules Clauwaert, André Coliche et du président de l'association, Pierre Kerlévéo ⁴⁵. À cette occasion un procès verbal est produit par cet organisme sur le projet de métropole belgo-française dans le cadre de la coopération transfrontalière. Il rappelle qu'en 1991 est née la Conférence permanente des intercommunales transfrontalières (COPIT) composée de la Communauté urbaine de Lille, de quatre intercommunalités belges de Tournai, Courtrai, Mouscron, Bruges afin de « bénéficier d'une continuité territoriale de villes qui n'existe nulle part ailleurs ». Le compte rendu fait état des témoignages donnés au carrefour qui ont permis d'envisager de nouvelles formes de coopération au niveau de la métropole :

La proposition d'inclure le Grand Mouscron dans le GPU (Grand projet urbain) qui vise à la reconquête du secteur entre Wattrelos, Roubaix, Tourcoing et Croix a été formulée à l'intention du sénateur-maire de Roubaix, M. Diligent présent au carrefour. La discussion a porté également sur la nécessité d'améliorer les transports transfrontaliers étant donné le nombre important de jeunes effectuant des études de l'autre côté de la frontière.

Un effort a été fait dans le cadre du paquet Delors II pour ne plus uniquement passer par les États et impliquer les collectivités locales mais les citoyens restent écartés du système.

La coopération transfrontalière est un phénomène encore neuf et la zone de l'Eurorégion fait œuvre pionnière en la matière.[...] La perspective d'un futur élargissement de l'Eurorégion à la Rhénanie-Westphalie et la Hollande suscite beaucoup d'intérêt.

Avec les citoyens, l'Europe peut trouver son identité : les interdépendances de proximité dont traite la coopération transfrontalière en sont un vecteur essentiel⁴⁶.

Ce texte éclaire de manière incontestable cet attachement d'André Diligent aux Semaines sociales qui œuvrent dans la logique de son action en tant que maire et sénateur attaché à la construction euro-régionale. L'inscription d'André Diligent pour la session de novembre 1997 sur « L'immigration, défi et richesses » est également conservée dans les archives. Comment le maire de Roubaix, ville où se côtoie « le monde entier » comme aime à le répéter avec malice le sénateur-maire, ne serait-il pas passionné par cette problématique ?

Le 5 mars 1998, François Desouches, délégué général de l'institution envoie un courrier accompagnant le procès verbal de la réunion de l'association des SSF du 19 février

⁴⁴ Eugène Duthoit, « Rénovation sociale : l'apport des semaines sociales » avec préface du cardinal Gerlier (1942) cité dans André Caudron, *op. cit.*, p. 218.

⁴⁵ *Nord Eclair* 16/17 mars 1997.

⁴⁶ Archives du fonds André Diligent fournies par Denis Vinckier.

précédent au cours de laquelle la création d'une Fondation a été approuvée. Il joint les statuts de l'association et en profite pour fournir une présentation de l'association destinée aux responsables d'entreprises et d'organismes qui seront pressentis, et il poursuit :

Après une baisse d'audience après 1968, les Semaines sociales rencontrent un intérêt croissant depuis le milieu des années 80 : 500 participants en 1987 [« le travail et l'emploi »], près de 1000 en 1991 [« concurrence et solidarité : l'économie de marché jusqu'où ? »] plus de 1000 en 1993 (« les médias et nous ») et 1995 [« la famille une idée neuve ? »], 1600 en 1996 [« Entre mondialisation et nations : quelle Europe ? »], et en 1997 [« les migrants, défi et richesse pour notre société ? »]. L'actuel président est Jean Boissonnat. Il a succédé en 1995 à Jean Gelamur, président d'honneur de Bayard Presse. Le budget annuel s'élève à 1,5 M de f.

La Fondation a pour objectif de réunir 5 M de F pour garantir son autonomie de fonctionnement. Les donateurs sont associés à la gestion de la Fondation ainsi qu'à la réflexion sur les orientations au sein du comité exécutif de la Fondation. Cette précision s'adresse donc à André Diligent qui est un donateur potentiel.

Une autre trace archivistique mentionne la participation, le 21 novembre 1998, au repas de l'association des Amis des SSF du Nord-Pas-de-Calais en présence de Mgr Defois, « nouvel évêque de Lille », Michel Falise, tous deux intervenants des séances du dimanche, ainsi que Françoise Le Corre, Antoine De Salins, Bernard Ibal, membres du conseil national des SSF « qui ont accepté d'être des nôtres »⁴⁷. Le 25 avril 2000, en réponse à l'inscription d'André Diligent à la session intitulée « Travailler et Vivre », un mot particulier est écrit au nom de Jean Boissonnat par François Desouches, le délégué général des Semaines sociales : « Avec ma vive reconnaissance pour l'attachement que vous portez à notre action, je vous prie de croire à l'assurance de mes sentiments les plus cordiaux et à la grande estime dans laquelle nous vous portons tous ». Le message est clair : André Diligent est considéré comme un pilier sur lequel peut se reposer l'université itinérante chère à Eugène Duthoit et à son père, Victor Diligent.

Conclusion

Une grande cohérence existe dans la démarche intellectuelle et pratique de Victor Diligent et de son fils André : ils sont l'un et l'autre attachés à la République contrairement à d'autres catholiques toujours séduits par « l'union du trône et de l'autel ». Ils en apportent concrètement la démonstration : Victor reçoit dès 1914 la croix de guerre en récompense pour son acte de bravoure au champ d'honneur qui lui vaut une blessure ; André s'engage dans la Résistance auprès de Jean Catrice l'un des responsables du Comité départemental de Libération du Nord. Ils sont tout aussi profondément attachés à la doctrine sociale de l'Église, chacun dans leur style. Victor affiche sa foi catholique dans ses conférences, sa défense du Sillon et du syndicalisme chrétien, André intériorise davantage durant une longue carrière politique qui s'inscrit, pour partie, dans la période de « l'enfouissement » après le concile Vatican II, mais n'hésite pas à réaffirmer clairement ses convictions démocrates chrétiennes dans son livre testament *La charrue et l'étoile* en 2000.

Les deux soutiennent et s'investissent dans tous les sens du terme dans les Semaines sociales de France autour de la figure d'Eugène Duthoit, l'homme qui incarne cette démarche intellectuelle et morale dans le Nord-Pas-de-Calais de 1904 à 1939, en tant que membre de la commission générale d'abord puis comme président durant l'entre-deux-guerres. Une exposition lui rend hommage lors de la session de 2014 à l'Université catholique

⁴⁷ Archives du fonds André Diligent fournies par Denis Vinckier.

de Lille sur la question cruciale du défi des technosciences pour l'avenir de la condition humaine. Cet attachement à la réflexion et aux propositions depuis 1904 sur les questions sociales de leur temps est une constante et la raison d'être de cette institution d'inspiration chrétienne qui a pesé sur la mise en place de dispositions sociales en France depuis le début du XX^e siècle.

Comme le confie Eugène Duthoit dans une correspondance au cœur de la Grande Guerre à Victor Diligent le 19 novembre 1916 au sujet d'Henri Lorin :

Plus on ira, plus je pense qu'on fera la part large, parmi les responsabilités de la guerre, au régime économique, à ce matérialisme issu du laissez faire, laissez passer, notre ami l'avait prédit sans faiblesse. Que de fois je l'ai entendu répéter que la séparation du régime économique avec toute notion chrétienne de la vie humaine conduirait le monde à une catastrophe ! [...] Il faudra qu'après la guerre, mon cher ami, si le Bon Dieu nous prête vie, nous tâchions de monnayer ce riche lingot d'or un peu lourd peut-être pour ceux qui ne sont pas préparés. Il y a là des richesses que nous tâcherons d'offrir aux intelligences qui auront, de plus en plus, besoin d'une explication qui se tienne de leurs relations mutuelles et de leurs rapports avec les sociétés auxquelles la vie les rattache, y compris celle de l'État. Ne négligeons pas cette dernière qui, d'ailleurs, est en l'air sans le principe premier de l'unité du genre humain et de la fraternité humaine.

Pour le père comme pour le fils Diligent, la doctrine sociale de l'Église, « experte en humanité » selon Paul VI⁴⁸ dans son encyclique *Populorum Progressio*, publié le jour de Pâques 1967, a encore des richesses à offrir aux intelligences mais aussi aux cœurs des « hommes de bonne volonté ».

Bruno Béthouart

⁴⁸ http://www.vatican.va/holy_father/paul_vi/encyclicals/documents/hf_p-vi_enc_26031967_populorum_fr.html